

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 16 décembre 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 92bis, § 4quater, alinéa 6, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles", a donné le 25 juin 1997 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 december 1996 door de Minister van Pensioenen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van artikel 92bis, § 4quater, zesde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen", heeft op 25 juni 1997 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. Le présent projet a pour base légale l'article 92bis, § 4quater, alinéa 6, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. En vertu de cette disposition, il revient au Roi, sur la proposition du ministre qui a les Pensions dans ses attributions, de fixer les modalités de prise en charge des dépenses complémentaires résultant de la clause de garantie en matière de pension, prévue au bénéfice du personnel transféré de la province de Brabant.

La clause de garantie, consacrée par l'alinéa 5 de la même disposition, prévoit que :

"Le montant de la pension qui sera accordée aux agents de la province de Brabant transférés en exécution de la présente disposition à l'Etat fédéral, à la province du Brabant flamand, à la province du Brabant wallon, à la Région de Bruxelles-Capitale, à la Commission communautaire française, à la Commission communautaire flamande ou à la Commission communautaire commune, ne pourra être inférieur au montant de la pension qu'ils auraient obtenue conformément aux dispositions législatives et réglementaires qui leur étaient applicables au moment du transfert, mais compte tenu des modifications que ces dispositions auraient subies ultérieurement en vertu de mesures générales applicables à l'institution à laquelle ils appartenaient au moment du transfert."

La question qui se pose est de savoir si le personnel enseignant de la province de Brabant, transféré vers la Commission communautaire flamande et vers la Commission communautaire française, peut également être visé par cette disposition. En effet, à la différence des autres

.../...

membres du personnel, leur transfert n'a pas été réalisé en exécution de l'article 92bis, § 4quater, précité, mais bien en vertu de l'article 79bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises. Cette disposition a déterminé vers quelles institutions le transfert devait être opéré ainsi que la date de ce transfert. Pour les autres modalités du transfert, il a été renvoyé à l'accord de coopération visé à l'article 92bis, § 4quater, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée.

L'article 79bis ne faisant pas référence à l'article 92bis, § 4quater, alinéas 5 et 6, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, il en résulte que le Roi n'est pas habilité à régler les modalités de prise en charge du régime de pensions des membres du personnel enseignant de la province de Brabant ayant été transférés à la Commission communautaire française et à la Commission communautaire flamande.

En outre, en vertu de l'article 127, § 1er, 2°, c), de la Constitution, le régime des pensions du personnel enseignant est une matière qui reste fédérale et qui, au même titre que les pensions des agents des services des communautés et des régions mais, cette fois, en vertu de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, doit être pris en charge par l'Etat fédéral (1).

(1) Voir en ce sens J. De Groof, "La révision constitutionnelle de 1988 et l'enseignement - la paix scolaire et son application", Cepess - Story Scientia, 1990, p. 36, n° 39.

Il n'appartient, dès lors, pas au Roi, comme le fait l'article 8, alinéa 4, en projet, de prévoir que la différence entre le montant de la pension globale garantie et le montant de la pension, sera prise en charge par l'institution, c'est-à-dire la Commission communautaire française ou la Commission communautaire flamande.

Il convient de considérer que la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses et, plus particulièrement, les articles 77 et suivants restent d'application pour les membres du personnel enseignant de la province de Brabant qui ont été transférés.

Il ressort des explications données par le chef de cabinet adjoint du ministre de la Santé publique et des Pensions que :

"Depuis la loi du 20 juillet 1991, le personnel de l'enseignement de la province de Brabant bénéficie d'une pension à charge du Trésor public. Toutefois, en vue de garantir aux agents en service au 31 décembre 1991 le régime préférentiel qui leur était applicable à cette date, la province de Brabant accordait à charge de son budget un complément de pension de retraite en application de l'article 85 de la loi du 20 juillet 1991.

La loi du 20 juillet 1991 ne suffit pas à conserver aux enseignants transférés le bénéfice du régime de pensions dont ils bénéficiaient avant la scission.

Considérer que l'article 92bis, § 4quater, de la loi du 8 août 1980 ne s'applique pas au personnel de l'enseignement aurait pour effet de faire perdre à certains enseignants transférés le bénéfice de droits acquis qui leur avaient été garantis par l'ancienne province, ce qui serait contraire à l'intention du législateur. Les enseignants transférés vers la province du Brabant wallon, la province du Brabant

.../...

flamand et la Commission communautaire française perdraient le bénéfice de leurs droits acquis si ces nouvelles institutions ne décidaient pas de continuer à accorder le supplément. Tel serait d'office le cas pour les enseignants qui ont été transférés vers la Commission communautaire flamande et la Commission communautaire commune qui ne disposent pas de la possibilité de reprendre cette clause de garantie dans leur régime de pensions."

Ces explications ne répondent cependant pas à la critique fondamentale.

Les articles 7 et 8 seront en conséquence omis du projet pour ce qui concerne les enseignants transférés vers la Commission communautaire française et la Commission communautaire flamande. Seul le législateur spécial est compétent pour combler la lacune relative au régime de pensions de ces enseignants.

2. Comme l'indique le rapport au Roi :

"Le principe général retenu pour les membres du personnel administratif de l'ancienne province de Brabant, consiste à mettre à charge de l'institution vers laquelle l'agent a été transféré tant le supplément de pension qui résulte de la clause de garantie que la partie de la pension afférente aux services rendus à l'ancienne province de Brabant".

Il résulte cependant des articles 3, 4, 5 et 6 du projet, des régimes de prise en charge parfois fort distincts.

Ainsi, si l'on peut comprendre juridiquement les mécanismes mis en place pour les provinces du Brabant wallon, du Brabant flamand, pour l'Etat fédéral, pour la

.../...

Région de Bruxelles-Capitale et pour la Commission communautaire commune, ceux relatifs à la Commission communautaire française et à la Commission communautaire flamande semblent s'écarter du principe général précité.

La première de ces commissions est soumise au même régime que celui qui est applicable aux deux nouvelles provinces (article 3 du projet) de sorte qu'il revient à l'institution de calculer la charge de la pension, de la liquider et de la supporter dans sa globalité.

Pour la Commission communautaire flamande, en vertu de l'article 5, c'est l'administration des pensions du ministère des Finances qui calcule la charge de la pension et le service central des dépenses fixes du même ministère qui la liquide. Par contre, la charge de la pension est supportée par le régime commun de pensions des pouvoirs locaux visé à l'article 1er, c), de la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales. Toutefois, il revient à la Commission communautaire flamande de supporter, d'une part, la différence entre le montant de la pension globale garantie et celui de la pension et, d'autre part, la quote-part de pension afférente aux services accomplis à la province de Brabant, quote-part établie selon les modalités prévues par la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public.

Interrogé sur la raison d'être de ces régimes distincts, le chef de cabinet adjoint du ministre de la Santé publique et des Pensions a expliqué que le projet n'avait fait que "clicher" la situation existante, la

.../...

Commission communautaire française ayant adopté un régime propre, la Commission communautaire flamande ayant choisi l'affiliation à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

Il ressort des explications que les agents de la Commission communautaire française seront soumis au moins à trois régimes distincts de pensions. Les agents de l'ancienne Commission française de la culture qui ont été transférés à la Commission communautaire française en vertu de l'article 79, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée, bénéficient d'un régime propre cogéré avec la SMAP. Il convient d'indiquer qu'en vertu de l'article 56, alinéas 6 et 7, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée, ces agents bénéficient également d'une clause de garantie, mais le Roi n'a jamais pris l'arrêté royal fixant les modalités de prise en charge des dépenses complémentaires résultant de cette clause.

La pension des agents de la Communauté française qui ont été transférés à la Commission communautaire française dans le cadre de la mise en oeuvre de l'article 138 de la Constitution, est gérée selon les dispositions de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et donc prise en charge par le Trésor public.

Enfin, les agents de l'ancienne province de Brabant seront soumis au système en projet.

Vu la complexité qu'implique la coexistence de ces différents régimes, il convient d'harmoniser les régimes

.../...

car, à plus long terme, il sera difficile de justifier cette différence de traitement entre les agents de la Commission communautaire française, uniquement sur la base de l'origine du transfert.

Quant au régime de prise en charge des dépenses complémentaires résultant de la clause de garantie pour la Commission communautaire flamande, il ressort des explications que celle-ci a opté pour une affiliation à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, l'article 5, alinéa 3, en projet, faisant explicitement référence à l'article 1er, c), de la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales.

Toutefois, il est permis de s'interroger sur la pertinence de cette référence, l'article 1er, c), précité, contenant la définition du "régime commun de pensions des pouvoirs locaux" et ne concernant que "le régime auquel sont affiliés les membres du personnel des administrations locales, en application de l'article 161, alinéas 1er et 2, de la nouvelle loi communale". S'agissant du régime de pensions des agents relevant du pouvoir communal, on n'aperçoit pas le lien qu'il y aurait lieu de faire avec le régime de pensions des agents de l'ancienne province de Brabant. En réalité, il convient de se référer non à l'article 161, mais à l'article 161bis de la nouvelle loi communale.

L'alinéa 5 de l'article 5 en projet prévoit également que la quote-part de pension, afférente aux services accomplis à la province, sera supportée par la Commission communautaire flamande, mais établie selon les

.../...

modalités prévues par la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public.

Il convient de préciser le ou les articles de la loi qui fixent la manière d'établir l'importance de la quote-part.

En outre, il faut fournir dans le rapport au Roi des explications sur la portée réelle de cette disposition.

La remarque vaut également pour l'article 6, alinéa 5, en projet.

3. Les articles 10 et 11 en projet prévoient que des provisions mensuelles doivent être versées au Trésor par la Commission communautaire flamande, par la Commission communautaire commune et par la Région de Bruxelles-Capitale et, qu'en cas de défaut, des intérêts de retard seront dus.

Toutefois, le projet ne contient aucune disposition réglant le problème des provisions qui auraient été perçues en surplus par le Trésor dans l'hypothèse où les estimations de l'administration des pensions s'avéreraient trop importantes par rapport aux dépenses réelles qui incomberaient aux institutions précitées.

Le chef de cabinet a marqué son accord sur cette observation.

.../...

Observations finales

Conformément à l'article 22 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, il y a lieu de viser au préambule, avec l'indication de leur date, l'avis de l'inspecteur des Finances et l'accord du ministre du Budget.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerp heeft als rechtsgrond artikel 92bis, § 4quater, zesde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Krachtens die bepaling komt het de Koning toe om, op de voordracht van de minister bevoegd voor Pensioenen, de nadere regels te bepalen voor de tenlasteneming van de bijkomende uitgaven die voortvloeien uit de waarborgclausule betreffende het pensioen van de personeelsleden die van de provincie Brabant zijn overgeheveld.

De waarborgclausule, vervat in het vijfde lid van dezelfde bepaling, luidt als volgt :

"Het bedrag van het pensioen dat zal worden toegekend aan de personeelsleden van de provincie Brabant die ter uitvoering van deze bepaling naar de federale Staat, de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden overgeheveld, mag niet lager zijn dan het bedrag van het pensioen dat zij zouden hebben gekregen overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen die op het ogenblik van de overheveling op hen van toepassing waren, maar rekening houdend met de wijzigingen die deze bepalingen later zouden hebben ondergaan krachtens algemene maatregelen die van toepassing zijn op de instelling waartoe ze op het ogenblik van de overheveling behoorden.".

De vraag rijst of deze bepaling ook geldt voor het onderwijzend personeel van de provincie Brabant dat naar de Vlaamse Gemeenschapscommissie en naar de Franse Gemeenschapscommissie is overgegaan. In tegenstelling tot de

.../...

andere personeelsleden zijn zij immers niet overgeheveld ter uitvoering van het voormelde artikel 92bis, § 4quater, maar wel krachtens artikel 79bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen. Daarin wordt bepaald naar welke instellingen zij overgingen, alsook op welke datum. Voor de overige overhevelingsregels is verwezen naar het samenwerkingsakkoord, genoemd in artikel 92bis, § 4quater, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Aangezien in artikel 79bis niet wordt verwezen naar artikel 92bis, § 4quater, vijfde en zesde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, is de Koning niet gemachtigd om de nadere regels vast te stellen voor de tenlasteneming van de pensioenregeling voor het onderwijzend personeel van de provincie Brabant dat naar de Franse Gemeenschapscommissie en naar de Vlaamse Gemeenschapscommissie is overgeheveld.

Bovendien blijft de pensioenregeling voor het onderwijzend personeel krachtens artikel 127, § 1, 2º, c), van de Grondwet een federale aangelegenheid die, net als de pensioenregeling voor de ambtenaren van de Gemeenschappen en de Gewesten, maar dit keer krachtens artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ten laste is van de federale Staat (1).

(1) Zie in dat verband J. De Groof, "De grondwetsherziening van 1988 en het onderwijs - de schoolvrede en zijn toepassing", Cepess - Story-Scientia, 1989, blz. 34, nr. 39.

Het komt de Koning dus niet toe om, zoals in het ontworpen artikel 8, vierde lid, te bepalen dat het verschil tussen het bedrag van het gewaarborgde totale pensioen en het bedrag van het pensioen zal worden gedragen door de instelling, dus de Franse Gemeenschapscommissie of de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

Er moet van worden uitgegaan dat de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen en inzonderheid de artikelen 77 en volgende van toepassing blijven op de overgehevelde leden van het onderwijzend personeel van de provincie Brabant.

Uit de uitleg van de adjunct-kabinetschef van de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen blijkt het volgende :

"Depuis la loi du 20 juillet 1991, le personnel de l'enseignement de la province de Brabant bénéficie d'une pension à charge du Trésor public. Toutefois, en vue de garantir aux agents en service au 31 décembre 1991 le régime préférentiel qui leur était applicable à cette date, la province de Brabant accordait à charge de son budget un complément de pension de retraite en application de l'article 85 de la loi du 20 juillet 1991.

La loi du 20 juillet 1991 ne suffit pas à conserver aux enseignants transférés le bénéfice du régime de pension dont ils bénéficiaient avant la scission.

Considérer que l'article 92bis, § 4quater, de la loi du 8 août 1980 ne s'applique pas au personnel de l'enseignement aurait pour effet de faire perdre à certains enseignants transférés le bénéfice de droits acquis qui leur avaient été garantis par l'ancienne province, ce qui serait contraire à l'intention du

.../...

législateur. Les enseignants transférés vers la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand et la Commission communautaire française perdraient le bénéfice de leurs droits acquis si ces nouvelles institutions ne décidaient pas de continuer à accorder le supplément. Tel serait d'office le cas pour les enseignants qui ont été transférés vers la Commission communautaire flamande et la Commission communautaire commune qui ne disposent pas de la possibilité de reprendre cette clause de garantie dans leur régime de pension."

Met die uitleg geeft hij evenwel geen antwoord op de fundamentele kritiek.

De artikelen 7 en 8 van het ontwerp moeten derhalve vervallen voor het onderwijzend personeel dat naar de Franse Gemeenschapscommissie en de Vlaamse Gemeenschapscommissie is overgeheveld. Alleen de bijzondere wetgever is bevoegd om de leemte in de pensioenregeling van dat onderwijzend personeel aan te vullen.

2. In het verslag aan de Koning staat te lezen : "Het algemene principe voor de leden van het administratief personeel van de gewezen provincie Brabant bestaat erin om zowel het pensioensupplement voortvloeiend uit de waarborgclausule als het pensioengedeelte dat overeenstemt met de in de gewezen provincie Brabant verrichte diensten, ten laste te leggen van de instelling waarnaar het personeelslid werd overgeheveld." Uit de artikelen 3, 4, 5 en 6 van het ontwerp blijkt echter dat de regelingen inzake tenlasteneming soms zeer sterk verschillen.

.../...

Zo zijn de regelingen die uitgewerkt zijn voor de provincie Waals-Brabant, de provincie Vlaams-Brabant, de federale Staat, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie juridisch gezien aannemelijk, maar die voor de Franse Gemeenschapscommissie en de Vlaamse Gemeenschapscommissie lijken van het voormelde algemene beginsel af te wijken.

Voor de eerste van deze commissies geldt dezelfde regeling als die welke van toepassing is op de twee nieuwe provincies (artikel 3 van het ontwerp), met als gevolg dat de instelling de pensioenlast moet berekenen, betalen en volledig moet dragen.

Voor de Vlaamse Gemeenschapscommissie wordt de pensioenlast krachtens artikel 5 berekend door de administratie der pensioenen van het ministerie van Financiën en betaald door de centrale dienst der vaste uitgaven van hetzelfde ministerie. Hij wordt echter gedragen door het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale overheden, genoemd in artikel 1, c), van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemd personeel van de plaatselijke besturen. De Vlaamse Gemeenschapscommissie moet echter wel enerzijds het verschil dragen tussen het bedrag van het gewaarborgde totale pensioen en het bedrag van het pensioen, en anderzijds het gedeelte van het pensioen dat betrekking heeft op de diensten die verricht zijn bij de provincie Brabant, welk gedeelte wordt vastgesteld volgens de regels bepaald bij de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector.

.../...

Op de vraag waarom er verschillende regelingen zijn, heeft de adjunct-kabinetschef van de minister van Volksgezondheid en Pensioenen uitgelegd dat in het ontwerp alleen maar de bestaande situatie wordt weergegeven, aangezien de Franse Gemeenschapscommissie een eigen regeling heeft aangenomen en de Vlaamse Gemeenschapscommissie ervoor gekozen heeft zich aan te sluiten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten.

Uit de uitleg blijkt dat op de ambtenaren van de COCOF op zijn minst drie onderscheiden pensioenregelingen van toepassing zullen zijn. Op de ambtenaren van de vroegere Franse Commissie voor de cultuur, die krachtens artikel 79, § 2, van de genoemde bijzondere wet van 12 januari 1989 naar de COCOF zijn overgeheveld, is een eigen stelsel van toepassing, dat medebeheerd wordt door de OMOB. Er dient te worden aangegeven dat deze ambtenaren, krachtens artikel 56, zesde en zevende lid, van de genoemde bijzondere wet van 12 januari 1989, ook een waarborgclausule genieten, maar de Koning heeft nooit het koninklijk besluit uitgevaardigd tot vaststelling van de wijze waarop de bijkomende uitgaven die uit deze clausule voortvloeien, ten laste worden genomen.

Het pensioen van de ambtenaren van de Franse Gemeenschapscommissie, die in het kader van de toepassing van artikel 138 van de Grondwet naar de COCOF zijn overgeheveld, wordt geregeld door het bepaalde in artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en komt dus ten laste van de openbare Schatkist.

.../...

Op de ambtenaren van de vroegere provincie Brabant tenslotte wordt de ontworpen regeling van toepassing.

Vanwege de complexe situatie die het naast elkaar bestaan van deze verschillende regelingen met zich meebrengt, dienen zij met elkaar in overeenstemming te worden gebracht, want op langere termijn zal het moeilijk worden om deze verschillende behandeling van de ambtenaren van de COCOF louter en alleen op basis van waar ze werkten vóór de overheveling, te verantwoorden.

Met betrekking tot de regeling inzake de tenlasteneming van de bijkomende uitgaven die voortvloeien uit de waarborgclausule voor de Vlaamse Gemeenschapscommissie, blijkt uit de uitleg dat deze gekozen heeft voor een aansluiting bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, aangezien het ontworpen artikel 5, derde lid, uitdrukkelijk verwijst naar artikel 1, c), van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemd personeel van de plaatselijke besturen.

De vraag rijst echter of deze verwijzing wel zin heeft, aangezien het genoemde artikel 1, c), de definitie bevat van "het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale overheden" en alleen betrekking heeft op "het stelsel waarbij de personeelsleden van de plaatselijke besturen zijn aangesloten, met toepassing van artikel 161, eerste en tweede lid, van de nieuwe gemeentewet". Aangezien het gaat om de pensioenregeling voor de ambtenaren die onder het gemeentebestuur ressorteren, valt niet in te zien welk

.../...

verband gelegd moet worden met de pensioenregeling van de ambtenaren van de vroegere provincie Brabant. In feite dient er niet naar artikel 161, maar naar artikel 161bis van de nieuwe gemeentewet verwezen te worden.

Het vijfde lid van het ontworpen artikel 5 bepaalt ook dat het gedeelte van het pensioen dat betrekking heeft op de bij de provincie verrichte diensten, gedragen moet worden door de Vlaamse Gemeenschapscommissie, maar vastgesteld wordt op de wijze bepaald bij de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector.

Er moet worden verduidelijkt door welk artikel of welke artikelen van de wet de manier wordt bepaald waarop de grootte van dat gedeelte wordt uitgemaakt.

Bovendien moet in het verslag aan de Koning worden uitgelegd wat de werkelijke strekking van die bepaling is.

Deze opmerking geldt tevens voor het ontworpen artikel 6, vijfde lid.

3. De ontworpen artikelen 10 en 11 bepalen dat de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest maandelijks voorschotten moeten storten aan de Schatkist, en dat zij, indien zij daarmee in gebreke blijven, nalatigheidsinteressen moeten betalen.

.../...

Het ontwerp bevat echter geen enkele bepaling tot regeling van het geval dat de Schatkist extra voorschotten zou hebben geïnd, als de ramingen van de administratie der pensioenen te hoog zouden zijn gebleken ten opzichte van de reële uitgaven die de genoemde instellingen moeten doen.

De kabinetschef heeft met deze opmerking ingestemd.

Slotopmerkingen

Overeenkomstig artikel 22 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, dienen in de aanhef het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de minister van Begroting vermeld te worden, met opgave van de datum ervan.

De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp is gebrekkig. Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld de volgende opmerkingen gemaakt.

In het voordrachtformulier schrijve men "en Onze Minister van Pensioenen" in plaats van "en van Onze Minister van Pensioenen".

Men schrijve "ter uitvoering van" in plaats van "in uitvoering van" (artikel 1, 1^o) en "pensioenrechten" in plaats van "rechten op pensioen" (artikel 1, 1^o).

.../...

De laatste zin van artikel 1, 1^o, dient als volgt te worden gesteld : "Voor het personeelslid dat opnieuw is overgeheveld ter uitvoering van artikel 9bis ... dat deze nieuwe overheveling is geschied op ...".

Voorts schrijve men "het gewaarborgde totale pensioen" in plaats van "het gewaarborgd totaal pensioen" (het hele ontwerp), "op ... te brengen" in plaats van "tot ... te brengen" (artikel 1, 5^o) en "lid van het onderwijzend personeel" in plaats van "lid van het personeel van het onderwijs" (het hele ontwerp).

Artikel 5, derde lid, zou met het oog op de leesbaarheid, beter als volgt worden gesteld : "De pensioenlast wordt gedragen door het gemeenschappelijke pensioenstelsel van de lokale overheden, genoemd in artikel 1, ...".

Artikel 6, eerste lid, dient als volgt te worden gesteld : "... berekent de Administratie, op basis van de gegevens die haar, naargelang het geval door het voormelde Gewest of door de voormelde Commissie zijn meegedeeld, enerzijds ...".

Het woord "ingeval" behoort vervangen te worden door het woord "indien" (artikel 9, eerste lid, inleidende zin en artikel 10, eerste lid), de woorden "worden toegepast" door de woorden "van toepassing zijn" (artikel 9, eerste lid, inleidende zin en artikel 10, eerste lid), de woorden "met betrekking tot de som van" door de woorden "ten opzichte van het bedrag van" (artikel 9, eerste lid, 4^o).

.../...

Artikel 9, tweede lid, eerste zin, dient als volgt te worden gesteld : "Het bedrag ten laste van de instelling wordt verkregen door de som van de bedragen die in de loop van een bepaald jaar aan ieder personeelslid effectief zijn uitbetaald als gewaarborgd totaal pensioen, te vermenigvuldigen met het percentage dat overeenkomstig het eerste lid, 4°, voor dit personeelslid is vastgesteld."

Voorts schrijve men "die haar zullen worden aangerekend" in plaats van "die te haren laste zullen gelegd worden" (artikel 10, eerste lid), "moeten uiterlijk de laatste (...) bij die Schatkist aankomen" in plaats van "moeten bij die Schatkist toekomen uiterlijk ..." (artikel 10, eerste en tweede lid), "bezorgt" in plaats van "maakt ... over" (artikel 10, tweede lid).

In artikel 14 schrijve men "ieder wat hem betreft" in plaats van "elk wat hem betreft".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur
adjoint. La note du Bureau de
coordination a été rédigée et
exposée par Mme G. JOTTRAND,
référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
adjunct-auditeur. De nota van
het Coördinatiebureau werd
opgesteld en toegelicht door
Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS